

**Assemblée générale**

Distr. générale
22 novembre 2012
Français
Original: anglais

Conseil des droits de l'homme
Groupe de travail sur la détention arbitraire

**Avis adoptés par le Groupe de travail sur la détention
arbitraire à sa soixante-quatrième session,
27-31 août 2012**

N° 25/2012 (Rwanda)

Communication adressée au Gouvernement le 13 mars 2012

Concernant: Agnès Uwimana Nkusi et Saïdati Mukakibibi

**Le Gouvernement n'a pas répondu à la communication dans le délai prescrit
de soixante jours.**

L'État est partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la résolution 1991/42 de la Commission des droits de l'homme. Son mandat a été précisé et renouvelé par la Commission dans sa résolution 1997/50. Le Conseil des droits de l'homme a assumé le mandat dans sa décision 2006/102. Le mandat a été prolongé d'une nouvelle période de trois ans par la résolution 15/18 du Conseil, en date du 30 septembre 2010. Conformément à ses Méthodes de travail (A/HRC/16/47, annexe, et Corr.1), le Groupe de travail a transmis la communication susmentionnée au Gouvernement.

2. Le Groupe de travail considère que la privation de liberté est arbitraire dans les cas suivants:

a) Lorsqu'il est manifestement impossible d'invoquer un quelconque fondement légal pour justifier la privation de liberté (comme dans le cas où une personne est maintenue en détention après avoir exécuté sa peine ou malgré l'adoption d'une loi d'amnistie qui lui serait applicable) (catégorie I);

b) Lorsque la privation de liberté résulte de l'exercice de droits ou de libertés garantis par les articles 7, 13, 14, 18, 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et, en ce qui concerne les États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, par les articles 12, 18, 19, 21, 22, 25, 26 et 27 de cet instrument (catégorie II);

c) Lorsque l'inobservation, totale ou partielle, des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, établies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les instruments internationaux pertinents acceptés par les États intéressés, est d'une gravité telle qu'elle rend la privation de liberté arbitraire (catégorie III);

d) Lorsque des demandeurs d'asile, des immigrants ou des réfugiés font l'objet d'une rétention administrative prolongée, sans possibilité de contrôle ou de recours administratif ou juridictionnel (catégorie IV);

e) Lorsque la privation de liberté constitue une violation du droit international pour des raisons de discrimination fondée sur la naissance, l'origine nationale, ethnique ou sociale, la langue, la religion, la situation économique, l'opinion politique ou autre, le sexe, l'orientation sexuelle, le handicap ou toute autre situation, et qui tend ou peut conduire à ignorer le principe de l'égalité des droits de l'homme (catégorie V).

Informations reçues

Communication émanant de la source

3. Agnès Uwimana Nkusi, de nationalité rwandaise, qui réside actuellement au Rwanda, à Kivugiza, dans le secteur de Nyamirambo, district de Nyarugenge, est journaliste et rédactrice de presse. M^{me} Uwimana est journaliste depuis plus de dix ans. Elle a d'abord travaillé pour le journal *Umuseso*, et ensuite comme rédactrice en chef d'*Umurabyo*, bimensuel indépendant en kinyarwanda, qui tire une centaine d'exemplaires. M^{me} Uwimana est actuellement détenue; elle a été arrêtée le 12 janvier 2007 pour avoir publié, dans *Umurabyo*, une lettre anonyme qu'aurait écrite un ancien membre du Front patriotique rwandais (FPR), parti du Président Paul Kagame. M^{me} Uwimana, qui n'a pas bénéficié des services d'un avocat, a plaidé coupable de sectarisme et de diffamation en échange d'une réduction de peine de cinq ans à un an. Elle a été libérée le 19 janvier 2008.

4. M^{me} Saïdati Mukakibibi, de nationalité rwandaise, réside actuellement au Rwanda, à Kabagesera, secteur de Runda, district de Kamonyi; elle est journaliste à *Umurabyo*.

Arrestations et détention provisoire entre juillet 2010 et février 2011

5. M^{me} Uwimana aurait été arrêtée au domicile de ses beaux-parents, le 9 juillet 2010, par des agents de la police de Kigali à Cyanguu. On ne lui a pas présenté de mandat d'arrêt. Elle n'a été informée des charges retenues contre elle qu'une semaine après avoir été arrêtée. Pendant deux jours, M^{me} Uwimana n'aurait pas eu accès à un avocat.

6. Le 10 juillet 2010, M^{me} Mukakibibi aurait été arrêtée par des agents de la police de Kigali alors qu'elle rendait visite à M^{me} Uwimana, dont elle avait appris l'arrestation la veille. M^{me} Mukakibibi n'a été informée des charges retenues contre elle qu'une semaine après avoir été arrêtée. Pendant deux jours, elle n'a pas eu accès à un avocat.

7. Selon les informations recueillies, les deux femmes ont été incarcérées à la prison centrale de Kigali, où elles seraient encore. Les premières semaines qui ont suivi leur arrestation, les membres de leur famille, ne sachant pas où elles étaient, ne pouvaient leur rendre visite. Elles n'ont été officiellement informées des accusations portées contre elles qu'après une semaine de détention. Jusqu'à alors, on leur aurait dit que leur arrestation était due à des articles parus dans *Umurabyo*, et qu'il était question de la loi rwandaise sur le génocide.

8. Pendant leur détention provisoire, M^{mes} Uwimana et Mukakibibi ont demandé leur libération à deux reprises, demandes qui ont été rejetées par la Cour intermédiaire de Nyarugenge en raison de la gravité alléguée des charges portées contre elles. Au cours de cette période, la détention provisoire était fondée sur les articles 93 et 94 du Code pénal, qui

autorisent la détention avant jugement de suspects «lorsqu'il existe des motifs concrets» de les poursuivre. Lorsqu'un suspect est accusé d'infractions passibles d'une peine d'emprisonnement d'au moins deux ans, aucun autre motif n'est nécessaire pour justifier la détention provisoire.

Accusations portées contre M^{me} Uwimana et détermination de la peine

9. Le 4 février 2011, la Haute Cour a déclaré M^{me} Uwimana coupable et l'a condamnée à une peine totale de dix-sept ans d'emprisonnement et à une amende de 250 000 francs rwandais (environ 420 dollars É.-U.) à raison des quatre chefs d'accusation suivants: a) atteinte à la sûreté de l'État (art. 166 du Code pénal, cinq ans d'emprisonnement); b) négation du génocide (art. 4 de la loi rwandaise sur le génocide, dix ans d'emprisonnement); c) diffamation du Président (art. 391 du Code pénal, une année d'emprisonnement); d) incitation au sectarisme (art. 1 de la loi sur le sectarisme, une année d'emprisonnement)¹.

10. *Atteinte à la sûreté de l'État.* L'article 166 du Code pénal sanctionne par une peine d'emprisonnement allant de deux à dix ans «Quiconque, soit par des discours tenus dans des réunions ou lieux publics, soit par des écrits, des imprimés, des images ou emblèmes quelconques, affichés, distribués, vendus, mis en vente ou exposés aux regards du public, soit en répandant sciemment de faux bruits, aura soit excité ou tenté d'exciter les populations contre les pouvoirs établis, soit soulevé ou tenté de soulever les citoyens les uns contre les autres, soit alarmé les populations et cherché ainsi à porter les troubles sur le territoire de la République.». L'accusation contre M^{me} Uwimana était fondée sur une série d'articles parus dans les numéros 15 et 21 du bimensuel *Umurabyo*.

11. Le premier article («Les Rwandais ont passé quinze ans dans le coma»), publié dans le numéro 15 d'*Umurabyo*, critiquait le régime du Président Kagame au motif qu'il favorisait le clan abega, clan auquel il appartient. Selon le ministère public, le contenu de l'article incitait la population à s'opposer aux programmes du Gouvernement et à haïr les pouvoirs établis. Dans la même livraison d'*Umurabyo*, un autre article intitulé «La guerre qui oppose le régime de Kagame et la population» affirmait que les membres de l'armée rwandaise revenaient de la guerre au Congo couverts d'or; que les nantis, dont des membres de l'armée, occupaient une région entière, ayant pris de force le contrôle des fermes, empêchant la population de cultiver et contribuant ainsi à la famine. De plus, l'article critiquait un programme agricole du Gouvernement qui forçait les agriculteurs à produire des cultures fourragères pour le bétail des nantis. Il rapportait également que les autorités avaient fait déraciner tous les bananiers d'une plantation. Le ministère public a soutenu que cet article n'était pas fondé en faits et qu'il «excitait les populations contre les pouvoirs établis»².

12. Dans son jugement, la Haute Cour a notamment conclu que M^{me} Uwimana était l'auteur des propos incriminés. Elle a également conclu qu'aucun des faits allégués dans les articles ne pouvait être prouvé ni étayé et que par ces articles, M^{me} Uwimana avait incité la population à s'élever contre les pouvoirs établis. La Haute Cour s'est uniquement référée aux articles pour établir l'intention de M^{me} Uwimana d'inciter la population contre les pouvoirs établis.

13. Dans le numéro 21 d'*Umurabyo*, un article intitulé «Temps difficiles pour Kagame» critiquait les tribunaux *gacaca* (tribunaux communautaires traditionnels) qui jugent des individus soupçonnés d'avoir participé au génocide de 1994³. Dans cet article, M^{me} Uwimana disait aussi qu'en 2010, quatre choix seulement s'offraient aux Rwandais:

¹ La source se réfère au jugement rendu par la Haute Cour contre M^{mes} Uwimana et Mukakibibi, RP 0082/10/HC/KIG, 4 février 2011, par. 85.3 (ci-après, le jugement de la Haute Cour).

² Ibid., par. 14 à 16.

³ Ibid., par. 27.

être emprisonnés, s'exiler, mourir ou survivre. Selon elle, les emplois allaient à certains groupes plutôt qu'à d'autres⁴. Enfin, l'insécurité grandissante du pays était imputée aux chefs militaires, qui avaient fourni des grenades utilisées à Kigali⁵.

14. Selon le ministère public, l'intention de l'article était de convaincre que le Gouvernement opprimait et emprisonnait les citoyens et avait perdu leur confiance; elle était aussi d'inciter la population à fuir le pays et à se retourner contre le Gouvernement⁶.

15. La Haute Cour a statué que M^{me} Uwimana avait enfreint l'article 166 du Code pénal, en insistant sur le fait que ses affirmations n'étaient que des rumeurs, de «faux bruits» répandus dans le but «d'exciter les populations contre les pouvoirs établis», ce qui menaçait ainsi la sécurité publique. La Haute Cour a rejeté l'argument selon lequel ses articles n'avaient causé aucune insécurité dans le pays, au motif qu'il n'était pas nécessaire qu'une insécurité ait été effectivement causée pour pouvoir conclure à une violation de l'article 166 du Code pénal.

16. *Négation du génocide.* L'article 4 de la loi sur le génocide fait interdiction à quiconque «[de] manifest[er] [publiquement], dans ses paroles, écrits, images ou de quelque manière que ce soit, qu'il a nié le génocide survenu, l'a minimisé grossièrement, cherché à le justifier ou à approuver son fondement ou celui qui en aura dissimulé ou détruit les preuves». L'accusation était fondée sur le passage d'un article de M^{me} Uwimana paru dans le numéro 21 d'*Umurabyo*, selon lequel «Les Rwandais avaient vécu longtemps avec cette haine et fini par s'entretuer après la mort de [l'ancien Président] Kinani [Habyarimana]». ⁷

17. M^{me} Uwimana a fait valoir qu'il n'était pas question de négation du génocide dans son article. En fait, le passage cité semble plutôt reconnaître le génocide. La Haute Cour a estimé qu'une seule phrase de l'article paru dans le numéro 21 relevait de la négation du génocide, en violation de l'article 4 de la loi sur le génocide⁸.

18. *Diffamation de la personne du Président.* L'article 391 du Code pénal prévoit que quiconque aura «méchamment et publiquement imputé à une personne un fait précis qui est de nature à porter atteinte à l'honneur ou à la considération de cette personne, ou à l'exposer au mépris public», sera puni d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à un an et d'une amende pouvant aller jusqu'à 10 000 francs rwandais (environ 16 dollars É.-U.)⁹. Les propos doivent être «de nature à porter atteinte» à la personne visée¹⁰. Cette accusation portée contre M^{me} Uwimana se fondait sur deux articles publiés dans *Umurabyo*.

19. Le premier article sur lequel reposait l'accusation en diffamation est paru dans le numéro 23 d'*Umurabyo*. M^{me} Uwimana y affirmait que le Président Kagame encourageait et cherchait à couvrir les agissements d'un agent public (le colonel Dodo), et qu'un autre représentant du Gouvernement (James Kabarebe) avait aidé un haut gradé de l'armée (le général Kayumba), qui avait critiqué le Gouvernement, à fuir le pays¹¹. Pour sa défense, M^{me} Uwimana a affirmé que les affaires de corruption et la dissimulation étaient de notoriété publique et que tout le monde en parlait¹².

⁴ Ibid., par. 34.

⁵ Ibid., par. 38 et 39.

⁶ Ibid., par. 28 et 34.

⁷ Ibid., par. 42.

⁸ Ibid., par. 44 à 46.

⁹ Ibid., par. 56.

¹⁰ Ibid.

¹¹ Ibid., par. 51 et 57.

¹² Ibid., par. 53 et 54.

20. La Haute Cour a jugé que l'article écrit par M^{me} Uwimana était diffamatoire de la personne du Président; que le caractère offensant des termes utilisés était la preuve de son intention malveillante et que les propos incriminés portaient atteinte à la réputation du Président. De plus, elle a estimé que M^{me} Uwimana savait que l'article allait être lu par beaucoup de gens puisque *Umurabyo* était un bimensuel «largement diffusé»¹³.

21. Le second article, paru dans le numéro 29 d'*Umurabyo*, montrait une photo du Président Kagame avec une croix gammée à l'arrière-plan. Le ministère public soutenait que M^{me} Uwimana avait ajouté le symbole nazi à l'arrière-plan et que, de ce fait, l'image était diffamatoire. M^{me} Uwimana a affirmé, pour sa défense, que la photo n'était pas truquée mais avait été prise lors d'une visite du Président sur un site allemand consacré à la mémoire des victimes de l'Holocauste et qu'en fait, la photo avait été publiée sur le site officiel du Président¹⁴. La Haute Cour a conclu qu'il n'y avait aucune preuve que M^{me} Uwimana ait retouché la photo et l'a acquittée de l'accusation de diffamation¹⁵.

22. *Incitation au sectarisme.* L'article premier de la loi de 2001 sur le sectarisme interdit «toute expression orale, écrite ou tout acte de division, pouvant générer des conflits au sein de la population, ou susciter des querelles fondées sur la discrimination». La loi décrit la discrimination comme consistant «en toute expression orale, écrite, tout acte fondé sur l'ethnie, l'origine, la nationalité, la couleur de la peau, les traits physiques, le sexe, la langue, la religion, ou les opinions destinées à priver une ou plusieurs personnes de leurs droits prévus dans les lois en vigueur au Rwanda et dans les Conventions internationales auxquelles le Rwanda est partie».

23. L'accusation de sectarisme était fondée sur un article paru dans le numéro 21 d'*Umurabyo*, selon lequel il était allégué que les emplois étaient réservés à un groupe particulier de personnes¹⁶. L'accusation contre M^{me} Uwimana reposait également sur un article paru dans le numéro 15 d'*Umurabyo*, selon lequel les membres du clan abega, auquel le Président Kagame appartient, étaient favorisés par rapport aux membres du clan abanyiginya. L'article en question traitait aussi, de manière plus générale, des conflits entre ces deux clans¹⁷.

24. M^{me} Uwimana a maintenu que ses déclarations étaient vraies et qu'aucune des personnes mentionnées dans l'article ne les avait commentées ou niées¹⁸.

25. La Haute Cour a fait observer que le fait que personne n'ait réfuté les dires de M^{me} Uwimana n'affectait en rien la culpabilité de celle-ci au regard de la loi sur le sectarisme. Elle a statué que les propos de M^{me} Uwimana sur le favoritisme et l'antagonisme entre les deux clans, visaient à créer des troubles, violant ainsi la loi sur le sectarisme¹⁹.

Accusations portées contre M^{me} Mukakibibi et détermination de la peine

26. Le 4 février 2011, la Haute Cour a condamné M^{me} Mukakibibi à une peine d'emprisonnement totale de sept ans pour atteinte à la sûreté de l'État, au sens de l'article 166 du Code pénal²⁰. L'accusation était fondée sur un article de M^{me} Mukakibibi intitulé «Unité nationale et réconciliation: le Roi Kigeli est la solution», paru dans le numéro 29 d'*Umurabyo*. L'article mentionnait entre autres que:

¹³ Ibid., par. 55 et 56.

¹⁴ Ibid., par. 47 et 48.

¹⁵ Ibid., par. 50.

¹⁶ Ibid., par. 58.

¹⁷ Ibid., par. 59.

¹⁸ Ibid., par. 60.

¹⁹ Ibid., par. 61 à 64.

²⁰ Ibid., par. 90.

- Une majorité de la population rwandaise était insatisfaite de la manière de gouverner du Président Kagame;
- Le combat contre l'injustice, invoqué pour renverser le régime Habyarimana, avait été abandonné;
- Une majorité de Rwandais estimaient, d'une part, qu'à cause des abus de pouvoir du gouvernement Habyarimana, il était justifié de renverser le régime, d'autre part, ils pensaient qu'Habyarimana n'aurait pas dû être remplacé par Kagame;
- Depuis que le Président Kagame avait pris le pouvoir, le nombre d'assassinats avait augmenté et l'insécurité gagnait, la discrimination continuait à diviser le peuple rwandais, l'économie s'était dégradée, la qualité de l'enseignement baissait et le bien-être économique était en recul; on faisait état de nombreux cas d'assassinat, d'emprisonnement et autres atteintes aux droits de l'homme²¹.

27. Selon la Haute Cour, l'article n'était pas bien documenté et n'avait pas fait l'objet d'une recherche sérieuse; il s'agissait de rumeurs relayées en vue d'exciter la population contre le Gouvernement et de provoquer des conflits et l'insécurité. De plus, M^{me} Mukakibibi savait que son article, publié dans *Umurabyo*, serait lu par un grand nombre de Rwandais.

28. La Haute Cour a acquitté M^{me} Mukakibibi de l'accusation de sectarisme au sens de l'article premier de la loi de 2001 sur le sectarisme²².

29. La source affirme que la privation de liberté imposée à M^{mes} Uwimana et Mukakibibi est arbitraire, puisqu'elle résulte de leur exercice pacifique des droits et libertés consacrés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

30. La source fait valoir que la détention de M^{mes} Uwimana et Mukakibibi résulte de leur droit fondamental à la liberté d'expression, tel qu'il est prévu à l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et à l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Elle relève qu'aucune des limitations prévues au paragraphe 3 de l'article 19 n'est présente en l'espèce. À cet égard, elle évoque les trois critères appliqués par le Comité des droits de l'homme: a) la restriction doit être expressément prévue par la loi; b) elle doit viser un des objectifs légitimes prévus au paragraphe 3 de l'article 19 et c) elle doit être proportionnelle et indispensable à l'accomplissement de cet objectif²³. La source relève par ailleurs que, selon le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, le critère fixé au paragraphe 3 de l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques est très strict: «On ne peut guère considérer qu'emprisonner des personnes au motif qu'elles ont cherché à obtenir, obtenu ou transmis des informations ou des idées soit un moyen proportionné d'atteindre un des buts légitimes visés au paragraphe 3 de l'article 19.» (A/HRC/17/27, par. 36).

31. Selon la source, le Gouvernement rwandais a promulgué, il y a une dizaine d'années, plusieurs lois visant à interdire le genre de discours de haine qui ont mené au génocide de 1994. Parmi ces lois, on citera les deux textes en vertu desquels M^{me} Uwimana a été condamnée: la loi de 2001 sur le sectarisme et la loi de 2003 sur le génocide. Le Gouvernement a également introduit dans le Code pénal des dispositions réprimant les atteintes à la sûreté de l'État et la diffamation, qui limitent la liberté d'expression. Selon la source, ces lois ont servi de fondement aux condamnations prononcées contre

²¹ Ibid., par. 67 à 70.

²² Ibid., par. 76.

²³ Observation générale n° 10 (1983) sur la liberté d'expression, par. 3 et 4.

M^{mes} Uwimana et Mukakibibi, qui seraient contraires aux obligations souscrites par l'État en vertu du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. La source avance quatre arguments pour étayer son affirmation.

32. Premièrement, les dispositions relatives à la diffamation, telles que l'article 391 du Code pénal rwandais, sont contraires aux normes internationales en matière de droits de l'homme. En effet, la diffamation étant par définition un acte non violent, elle appelle des procédures civiles et non des procédures pénales. Le Comité des droits de l'homme²⁴ et les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales²⁵ ont d'ailleurs préconisé l'abolition totale des sanctions pénales pour diffamation. Quoi qu'il en soit, selon la source, le Gouvernement n'a produit aucune preuve indiquant que les propos incriminés sont «de nature à porter atteinte» à la réputation du Président, comme l'exige l'article 391 du Code pénal.

33. Deuxièmement, l'accusation d'atteinte à la sûreté de l'État portée contre M^{mes} Uwimana et Mukakibibi en vertu de l'article 166 ne satisfait pas le strict critère de proportionnalité et de nécessité énoncé au paragraphe 3 de l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Comme le Rapporteur spécial sur le droit à la liberté d'opinion et d'expression l'indique dans son rapport, «la sûreté de l'État [...] ne saurait justifier des restrictions à la liberté d'expression sauf si le Gouvernement est en mesure de prouver que: a) l'expression vise à déclencher la violence; b) l'expression risque, selon toute probabilité, de déclencher une telle violence; c) il existe un lien direct et immédiat entre l'expression et le risque ou la survenance d'une telle violence» (A/HRC/17/27, par. 36). La source indique que les autorités rwandaises n'ont produit aucune preuve concernant l'intention d'incitation à la violence ou la probabilité que la violence se produise, ni n'ont fait apparaître aucun lien direct et immédiat entre les propos de M^{mes} Uwimana et Mukakibibi et quelque manifestation de violence que ce soit. Les autorités ne se sont fondées que sur les articles, se contentant d'affirmer que la publication était largement diffusée pour statuer que les articles portaient atteinte à la sûreté de l'État. La source fait valoir que *Umurabyo* est un bimensuel tiré à 100 exemplaires. Malgré le manque de preuves, cinq des dix-sept années de la peine de M^{me} Uwimana et les sept années de la peine de M^{me} Mukakibibi résultent de leur violation présumée de l'article 166 du Code pénal.

34. Troisièmement, si le droit international autorise les autorités rwandaises à réprimer la négation du génocide, le propos de M^{me} Uwimana («Les Rwandais ont vécu longtemps avec cette haine et fini par s'entretuer après la mort de [l'ancien Président] Kinani [Habyarimana]») ne constitue pas une négation du génocide. On peut même l'interpréter comme une reconnaissance du génocide plutôt que comme sa négation. De plus, il est évident qu'il ne constitue pas une négation du génocide lorsqu'on l'envisage dans le contexte du reste de l'article, dans lequel M^{me} Uwimana critiquait les divisions ethniques dans le pays, ou dans le contexte d'autres de ses articles, dont un paru dans le numéro 23 d'*Umurabyo*. Dans l'article en question, M^{me} Uwimana reconnaît expressément le génocide et le fait que le Gouvernement est parvenu à y mettre fin. Cela étant, dix ans de la peine de dix-sept ans prononcée contre elle résultaient de ce chef d'accusation. La source fait valoir qu'indépendamment de savoir si les propos de M^{me} Uwimana peuvent ou non être interprétés comme une négation du génocide, la sévérité de la peine prononcée ne satisfait pas au critère de proportionnalité fixé au paragraphe 3 de l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

²⁴ Voir, par exemple, les observations finales sur le Mexique (CCPR/C/79/Add.109), par. 14.

²⁵ Voir, par exemple, A/HRC/17/27, par. 36 et 73.

35. Enfin, la source soutient que la loi sur le sectarisme, en vertu de laquelle M^{me} Uwimana a été condamnée à une peine de dix-sept ans d'emprisonnement, est contraire aux obligations générales qui incombent à l'État en vertu du Pacte international relatif aux droits civils et politiques en général et de ses dispositions qui concernent la liberté d'expression de M^{me} Uwimana. À l'appui de ce qu'elle avance, la source évoque la crainte exprimée par le Comité des droits de l'homme, qu'utilisée contre des journalistes, la loi sur le sectarisme ne soit contraire aux obligations souscrites par le Gouvernement rwandais en vertu du paragraphe 3 de l'article 19 du Pacte²⁶. La source argue du manque de clarté des dispositions de la loi sur le sectarisme et de leur caractère incertain sur ce qui constitue exactement une conduite prohibée par la loi. Selon elle, la condamnation de M^{me} Uwimana pour sectarisme, au motif qu'elle a qualifié de discriminatoire la politique d'emploi du Gouvernement, constitue une violation du paragraphe 3 de l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Cette condamnation se fondait sur le fait que M^{me} Uwimana avait évoqué, dans un article, le favoritisme que le Président Kagame témoignait à un clan, ainsi que le conflit entre les clans abanyiginya et abega. La source se demande en quoi de tels propos satisferaient au critère fixé par la loi et comment on pourrait y voir un «appel à la haine nationale, raciale ou religieuse qui constitue une incitation à la discrimination» interdit par l'article 20 du Pacte.

36. La source affirme que la privation de liberté imposée à M^{mes} Uwimana et Mukakibibi est arbitraire du fait qu'il a été gravement porté atteinte à leur droit à un procès équitable. Elle avance six arguments à l'appui de son affirmation.

37. Premièrement, le fait que les agents qui les ont arrêtées et placées en détention ont mis environ une semaine pour informer M^{mes} Uwimana et Mukakibibi des accusations qui pesaient contre elles constitue une violation de leur droit d'être informées, dans le plus court délai, de toute accusation portée contre elles, qui est énoncé au paragraphe 2 de l'article 9 et au paragraphe 3 a) de l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

38. Deuxièmement, les refus répétés et insuffisamment motivés de la Cour intermédiaire d'ordonner la libération sous caution des intéressées contreviennent, selon la source, à l'interdiction générale de la détention provisoire, laquelle n'est autorisée que si le bon déroulement de l'administration de la justice ou le maintien de l'ordre l'exige, comme prévu au paragraphe 3 de l'article 9 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et au paragraphe 2 du principe 36 de l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement.

39. Troisièmement, étant donné qu'environ six mois se sont écoulés entre l'arrestation des intéressées et l'audience devant la Haute Cour et qu'il a fallu environ un an pour que celle-ci délivre son jugement et que la Cour suprême connaisse de l'appel, la source affirme qu'il y a eu violation du droit de M^{mes} Uwimana et Mukakibibi à être jugées «dans le plus court délai» comme le prévoient le paragraphe 3 c) de l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et le principe 38 de l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement.

40. Quatrièmement, la Haute Cour a violé le droit à la présomption d'innocence de M^{mes} Uwimana et Mukakibibi, énoncé au paragraphe 1 de l'article 11 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, au paragraphe 2 de l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et à l'article 19 de la Constitution du Rwanda. La Haute Cour a tenu pour fausses les informations relayées dans les articles, que le Gouvernement

²⁶ Observations finales sur le Rwanda (CCPR/C/RWA/CO/3), par. 20.

taxait de rumeurs, et exigé que M^{mes} Uwimana et Mukakibibi prouvent leur véracité²⁷. En agissant de la sorte, elle a inversé la charge de la preuve, ce qui contrevient au principe général de la présomption d'innocence.

41. Cinquièmement, parce qu'elle n'a tenu compte d'aucune circonstance atténuante et a imposé des peines disproportionnées et injustes (sept et dix-sept ans), la Haute Cour a violé l'interdiction des peines cruelles ou inhumaines visées à l'article 5 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, à l'article 7 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et à l'article 15 de la Constitution du Rwanda. Ainsi, elle a choisi de ne pas tenir compte de trois circonstances atténuantes importantes (l'état de santé de M^{mes} Uwimana et Mukakibibi, le fait que les personnes qui dépendaient d'elles sont privées de leurs soins et l'absence de préjudice causé), bien que l'article 82 du Code pénal lui laisse toute latitude de le faire. Plus encore, en vertu de l'article 83 du Code pénal, la Haute Cour aurait pu réduire les peines de M^{mes} Uwimana et Mukakibibi à un an, peines qu'elles ont déjà exécutées.

42. Enfin, la source affirme que la Haute Cour ne s'est pas comportée en organe judiciaire compétent et indépendant, et ce en violation de l'article 10 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, de l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et du droit interne rwandais.

État de la détention

43. M^{me} Uwimana est séropositive. Bien qu'elle reçoive des antirétroviraux d'un hôpital local, les soins médicaux dont elle bénéficie en prison laissent à désirer. Depuis quelque temps, elle souffre d'éruptions cutanées et son bilan sanguin n'est pas bon.

44. M^{me} Mukakibibi est diabétique et souffre d'hypertension, affections qui exigent la prise de médicaments. Au cours de sa détention, elle a développé un ulcère. Elle reçoit, sporadiquement, les médicaments dont elle a besoin, quand sa fille vient lui rendre visite en prison.

45. M^{mes} Uwimana et Mukakibibi sont toujours à la prison centrale de Kigali, où elles sont détenues depuis leur arrestation en juillet 2010.

46. Selon certaines informations, la Cour suprême du Rwanda avait examiné le recours contestant leur condamnation les 30 et 31 janvier 2012 et devait rendre son arrêt le 16 mars 2012.

Réponse du Gouvernement

47. Dans une lettre datée du 13 mars 2012, le Groupe de travail a transmis au Gouvernement les allégations contenues dans la communication et sollicité sa réaction.

48. À l'expiration du délai de soixante jours, intervenue sans que le Gouvernement ne demande une prolongation du délai, le Groupe de travail a considéré qu'il était en mesure de rendre son avis conformément au paragraphe 16 de ses Méthodes de travail.

Autres observations de la source

49. Dans une lettre datée du 28 août 2012, la source a fait savoir au Groupe de travail que, le 5 avril 2012, la Cour suprême avait innocenté M^{me} Uwimana des accusations de négation du génocide et de sectarisme. Elle avait toutefois confirmé sa condamnation pour diffamation et atteinte à la sûreté de l'État. La peine de M^{me} Uwimana est passée de dix-sept à quatre ans de prison.

²⁷ Jugement de la Haute Cour, par. 21, 25, 31 et 36.

50. La source a également fait savoir au Groupe de travail que, le 5 avril 2012, la Cour suprême avait confirmé la condamnation de M^{me} Mukakibibi pour atteinte à la sûreté de l'État, dont la peine est passée de sept à trois ans de prison.

Délibération

51. M^{mes} Uwimana et Mukakibibi, journalistes rwandaises, ont été arrêtées les 9 et 10 juillet 2010, respectivement, pour avoir publié des articles de presse. Elles ont été accusées d'atteinte à la sûreté de l'État, de négation du génocide, de diffamation du Président et de sectarisme. La Haute Cour les a jugées le 4 février 2011 et condamnées respectivement à dix-sept et sept ans de prison, peines assorties d'amendes. Selon les observations supplémentaires de la source, la Cour suprême a réduit à quatre ans la peine à laquelle M^{me} Uwimana a été condamnée pour diffamation et atteinte à la sûreté de l'État. La peine de M^{me} Mukakibibi pour atteinte à la sûreté de l'État a elle aussi été réduite, passant à trois ans.

52. Le Groupe de travail rappelle qu'il n'a pas pour mandat de faire office de procédure d'appel ou de cassation pour des juridictions nationales mais de vérifier, conformément à ses Méthodes de travail, si la détention satisfait aux règles et normes internationales en la matière. L'examen de la conformité du droit interne avec les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et les normes applicables en la matière relève également de son mandat.

53. Il importe avant tout de rappeler qu'un génocide a eu lieu au Rwanda en 1994, auquel ont fait suite un climat d'instabilité ainsi qu'un long processus de reconstruction et de réconciliation, autant d'éléments qui ont nui à la liberté d'expression en jeu en l'espèce.

54. L'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques garantit la liberté d'expression et énonce en son paragraphe 3 les situations dans lesquelles son exercice peut être restreint. Cependant, de telles restrictions doivent être prévues par la loi, proportionnelles et nécessaires pour protéger les droits ou la réputation d'autrui, ou encore pour garantir la sûreté de l'État, la santé publique ou les bonnes mœurs.

Des accusations portées contre M^{mes} Uwimana et Mukakibibi et de leur conformité avec le droit international des droits de l'homme

55. Bien que la Cour suprême ait rejeté les accusations de sectarisme portées contre M^{mes} Uwimana et Mukakibibi, le Groupe de travail estime nécessaire de rappeler les constatations du Comité des droits de l'homme dans ses observations finales sur le troisième rapport périodique du Rwanda, selon lequel l'État «devrait s'assurer que toute restriction à l'exercice de leurs activités est compatible avec les dispositions du paragraphe 3 de l'article 19 du Pacte, et abandonner la répression d'actes dits de "sectarisme". Il devrait également engager des enquêtes sur les actes d'intimidation ou d'agression mentionnés ci-dessus et sanctionner les auteurs» (CCPR/C/RWA/CO/3, par. 20). De même, l'Expert indépendant sur les questions des minorités a indiqué que:

Le texte actuel des lois rwandaises relatives à l'idéologie du génocide, au divisionnisme et au sectarisme est problématique et mal rédigé. De même, l'application de ces lois a largement outrepassé les limites à la liberté d'expression envisagées au paragraphe 2 de l'article 20 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et à l'article 4 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. Ces lois doivent être révisées d'urgence et des garanties devraient être appliquées afin d'empêcher qu'elles ne soient utilisées pour réduire au silence les dissidents ou restreindre les activités légitimes de l'opposition politique (A/HRC/19/56/Add.1, par. 89).

56. Le Groupe de travail relève que l'accusation de négation du génocide qui avait été retenue contre M^{me} Uwimana a été rejetée par la Cour suprême. Le Groupe de travail demeure toutefois préoccupé par le fait que, dans la pratique, de telles accusations sont souvent portées sans que l'intentionnalité n'ait été établie.

57. En ce qui concerne l'accusation d'atteinte à la sûreté de l'État, que la Cour suprême a confirmée, tant pour M^{me} Uwimana que pour M^{me} Mukakibibi, le Groupe de travail souligne que les restrictions visées au paragraphe 3 de l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques ne doivent pas être excessives²⁸. En effet, «quand un État partie invoque un motif légitime pour justifier une restriction à la liberté d'expression, il doit démontrer de manière spécifique et individualisée la nature précise de la menace et la nécessité de la mesure particulière prise, en particulier en établissant un lien direct et immédiat entre l'expression et la menace»²⁹. Après avoir examiné la teneur des propos incriminés, le Groupe de travail estime qu'ils ne sont que l'expression d'une opinion et en aucune manière une incitation à attenter à la sûreté de l'État rwandais. Ils ne posent pas non plus de menace imminente ou hypothétique à la sûreté de l'État rwandais au sens de l'article 166 du Code pénal. De l'avis du Groupe de travail, des déclarations telles que «Les Rwandais ont passé 15 ans dans le coma», «La guerre qui oppose le régime de Kagame et la population» ou «Temps difficiles pour Kagame» ne sauraient être considérées comme présentant un lien de causalité suffisant avec une quelconque atteinte à la sûreté de l'État. Aux paragraphes 14 à 42 de sa décision, la Cour suprême du Rwanda n'a pas établi au-delà de tout doute raisonnable que M^{mes} Uwimana et Mukakibibi aient eu l'intention de provoquer une quelconque atteinte à la sûreté de l'État.

58. En ce qui concerne l'accusation de diffamation (art. 391 du Code pénal) que la Cour suprême a confirmée dans le cas de M^{me} Uwimana, le Groupe de travail rappelle que la possibilité de critiquer les responsables, notamment le chef de l'État ou les représentants du Gouvernement, fait partie intégrante de la liberté d'expression et d'opinion. Le principe de la proportionnalité qui sous-tend le paragraphe 3 de l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques «doit également tenir compte de la forme d'expression en cause ainsi que des moyens de diffusion utilisés. Par exemple, le Pacte accorde une importance particulière à l'expression sans entraves dans le cadre des débats publics concernant des personnalités du domaine public et politique qui sont tenus dans une société démocratique»³⁰.

59. Au paragraphe 47 de son Observation générale n° 34, le Comité des droits de l'homme a souligné ce qui suit:

Les lois sur la diffamation doivent être conçues avec soin de façon à garantir qu'elles répondent au critère de nécessité énoncé [Article 19] au paragraphe 3 et qu'elles ne servent pas, dans la pratique, à étouffer la liberté d'expression. Toutes ces lois, en particulier les lois pénales sur la diffamation, devraient prévoir des moyens de défense tels que l'exception de vérité et ne devraient pas être appliquées dans le cas de formes d'expression qui ne sont pas, de par leur nature, susceptibles d'être vérifiées. À tout le moins dans le cas des commentaires au sujet de figures publiques, il faudrait veiller à éviter de considérer comme une infraction pénale ou de rendre d'une autre manière contraires à la loi les déclarations fausses qui ont été publiées à tort, mais sans malveillance. Dans tous les cas, un intérêt public dans la question objet de la critique devrait être reconnu comme un argument en défense.

²⁸ Pour un raisonnement analogue, voir Comité des droits de l'homme, Observation générale n° 34 (2011) sur les libertés d'opinion et d'expression, par. 34.

²⁹ Ibid., par. 35; voir aussi Comité des droits de l'homme, communication n° 926/2000, *Shin c. République de Corée*, constatations adoptées le 16 mars 2004.

³⁰ Comité des droits de l'homme, Observation générale n° 34, par. 34.

Les États parties devraient veiller à éviter les mesures et les peines excessivement punitives. Le cas échéant, les États parties devraient mettre des limites raisonnables à l'obligation pour le défendeur de rembourser à la partie qui a gagné le procès les frais de justice. Les États parties devraient envisager de dépénaliser la diffamation et, dans tous les cas, l'application de la loi pénale devrait être circonscrite aux cas les plus graves et l'emprisonnement ne constitue jamais une peine appropriée. Il n'est pas acceptable qu'un État partie inculpe pénalement un individu du chef de diffamation puis ne le juge pas dans les meilleurs délais – une telle pratique a un effet fortement dissuasif qui peut restreindre indûment l'exercice du droit à la liberté d'expression par l'intéressé et par d'autres personnes.

60. Le Groupe de travail souscrit à l'avis du Comité des droits de l'homme rapporté ci-dessus, selon lequel les États parties devraient dépénaliser la diffamation et l'emprisonnement n'est jamais une peine appropriée en cas de diffamation.

61. De plus, le Groupe de travail a examiné les paragraphes 68 à 75 de l'arrêt rendu par la Cour suprême du Rwanda en avril 2012, consacrés à la condamnation pour diffamation à raison de propos de M^{me} Uwimana parus dans le numéro 23 d'*Umurabyo*. Dans l'article en question, M^{me} Uwimana affirmait que le Président Kagame encourageait et essayait de couvrir les agissements du colonel Dodo, qui détournait de l'argent aux dépens des travailleurs de Nyabugogo. Pour sa défense, elle a indiqué avoir fait la déclaration susmentionnée sur la base d'une interview diffusée par Radio Rwanda mais qu'elle n'avait rien pour le prouver.

62. Indépendamment des questions de fond, le Groupe de travail relève ce qui suit. Premièrement, l'analyse à laquelle s'est livrée la Cour suprême n'a pas permis d'établir au-delà de tout doute raisonnable que la mauvaise foi ou une intention malveillante aient caractérisé les déclarations de M^{me} Uwimana. Deuxièmement, la Cour a fondé son raisonnement sur le fait que M^{me} Uwimana savait que son article serait largement diffusé et porterait atteinte à l'honneur et à la réputation du Président. Troisièmement, la Cour n'a pas démontré en quoi les propos en question étaient «de nature à porter atteinte» à la réputation du Président, ce qui est un des éléments constitutifs de l'infraction visée à l'article 391 du Code pénal.

63. À la lumière de ce qui précède, le Groupe de travail conclut que les accusations sur la base desquelles M^{mes} Uwimana et Mukakibibi ont été condamnées, ainsi que les périodes de détention auxquelles leur condamnation a donné lieu, découlent directement de l'exercice pacifique de leur liberté d'opinion et d'expression telle que garantie à l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et à l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. C'est pourquoi leur détention relève de la catégorie II des Méthodes de travail du Groupe de travail.

Du droit de M^{mes} Uwimana et Mukakibibi à un procès équitable

64. Quant aux violations procédurales du droit à un procès équitable, la source en dénonce six dans sa communication. Pour mémoire, M^{mes} Uwimana et Mukakibibi ont été arrêtées les 9 et 10 juillet 2010 et jugées devant la Haute Cour le 4 février 2011. La Cour suprême a rendu son arrêt en avril 2012.

65. Le Groupe de travail souscrit à l'affirmation de la source selon laquelle le fait que les intéressées n'ont pas été informées des charges retenues contre elles et de leurs droits pendant plus d'une semaine constitue une violation de l'article 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, ainsi que du paragraphe 2 de l'article 9 et du paragraphe 3 a) de l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. De même, le Groupe de travail considère que, du fait que la charge de la preuve a été inversée, le droit à la présomption d'innocence garanti au paragraphe 1 des articles 10 et 11

de la Déclaration universelle des droits de l'homme, au paragraphe 2 de l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et à l'article 19 de la Constitution du Rwanda a été violé, la défense ayant dû établir *prima facie* la véracité des propos. À eux seuls, ces deux éléments viennent confirmer la conclusion du Groupe de travail selon laquelle les violations du droit à un procès équitable de M^{mes} Uwimana et Mukakibibi sont d'une gravité telle qu'elles rendent la privation de liberté arbitraire. Ayant établi le caractère arbitraire de la détention, qui relève de la catégorie III, le Groupe de travail n'a pas à se pencher sur les autres violations procédurales invoquées par la source.

Avis et recommandations

66. À la lumière de ce qui précède, le Groupe de travail rend l'avis suivant:

La détention de M^{mes} Uwimana et Mukakibibi est arbitraire, en ce qu'elle est contraire aux dispositions des articles 9, 10, 11, paragraphe 1, et 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et des paragraphes 1 et 2 de l'article 9, des paragraphes 2 et 3 a) de l'article 14 et du paragraphe 2 de l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. La détention relève des catégories II et III des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

67. Le Groupe de travail demande au Gouvernement rwandais de libérer immédiatement M^{mes} Uwimana et Mukakibibi, de s'assurer de leur bonne santé et de rendre effectif le droit à réparation établi au paragraphe 5 de l'article 9 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Le Groupe de travail recommande au Gouvernement rwandais de prendre les mesures nécessaires pour que les dispositions énoncées dans le Code pénal ne portent pas atteinte à la liberté d'opinion et d'expression. Enfin, le Groupe de travail invite le Gouvernement à mieux coopérer, à l'avenir, avec ses procédures, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil des droits de l'homme.

[Adopté le 29 août 2012]